

Unité départementale du Haut-Rhin
2 Place du Général de Gaulle
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 10/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2022

Contexte et constats



Publié sur

GPV FRANCE

1, rue de l'industrie

68550 ST AMARIN

Références : 2743_2022_03_10_GPV_Visite

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2022 dans l'établissement GPV FRANCE implanté 1, rue de l'industrie 68550 ST AMARIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GPV FRANCE
- 1, rue de l'industrie 68550 ST AMARIN
- Code AIOT dans GUN : 0006702743
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'entreprise fabrique des enveloppes. Elle est soumise à autorisation pour la transformation de papier et pour l'imprimerie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Le confinement des eaux d'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Confinement eaux incendies	AP Complémentaire du 17/10/2016, article 10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre (**sous 1 mois**) des justificatifs de conformité sur les volumes de rétention (plan et calculs de dimensionnements) et sur la bonne mise en oeuvre des organes d'isolement (justificatifs d'essais ou contrôle du dispositif) .

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Confinement eaux incendies

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/10/2016, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement eaux incendies
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 7.6.8 de l'arrêté préfectoral n°2008-347-4 du 12 décembre 2008 susvisé sont remplacées par : "(...) Les installations sont équipées de zones de rétention étanches aux produits, permettant de recueillir les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie.</p> <ul style="list-style-type: none">• Avant le 31 décembre 2016, les eaux en provenance des zones 2 et 3 sont dirigées vers 2 rétentions d'une capacité totale de 890 m³ répartie comme suit :<ul style="list-style-type: none">◦ 500 m³ dans le fossé de collecte des eaux pluviales.◦ 390 m³ dans les locaux en sous-sol de la zone 3.• Avant le 31 décembre 2017, les eaux en provenance de la zone 1 sont notamment dirigées vers 2 rétentions supplémentaires d'une capacité totale de 476 m³ répartie comme suit :<ul style="list-style-type: none">◦ 226 m³ en point bas du site au niveau des quais d'expédition.◦ 250 m³ au niveau du parking poids lourds. <p>Toutes dispositions équivalentes peuvent être prises pour assurer ces volumes de rétention. En cas de modification, l'exploitant en informe l'inspection.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ces rétentions doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. Ils sont régulièrement entretenus et leur bon fonctionnement est contrôlé au moins une fois par an. Le registre d'entretien et de contrôle de ces équipements est tenu à la disposition de l'inspection. "</p>
<p>Constats : Le jour de la visite il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none">* le sous-sol de la zone 3 était vidé. Les ouvertures de la dalle du sous-sol ont été bouchées (évacuation d'anciens locaux sanitaires par exemple). Le volume constitué par cette zone couvre visiblement le volume de 390 m³. <p>Le jour de la visite, il n'a pu être établi que :</p> <ul style="list-style-type: none">* le volume faisant rétention au niveau du fossé de collecte dispose d'un volume de 500 m³ (l'exploitant le justifiera),* le quai de chargement des poids lourds dispose d'un volume de 226 m³ (l'exploitant le justifiera),* le parking PL dispose d'un volume de 250 m³ (l'exploitant le justifiera). <p>-> Dans un délai d'un moi l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs adéquats.</p> <p>Il a été constaté que la commande de la vanne guillotine d'isolement du fossé fonctionnait correctement.</p> <p>L'isolement du réseau d'eau pluviale se fait également par mis en oeuvre d'un "coussin gonflable" isolant le réseau (couvrant la zone 3 du site). Cet obturateur n'a pu être contrôlé. Le bon fonctionnement n'a pas été justifié par l'exploitant (registre sécurité, contrôle périodique, etc...)</p> <p>-> Dans un délai d'un moi l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les éléments permettant d'attester du bon fonctionnement de l'obturateur.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet